

MONITEUR CONGOLAIS

PREMIERE PARTIE
(Actes du pouvoir central)
PARAISSANT LE 1^{er} ET LE 15 DE CHAQUE MOIS
A LEOPOLDVILLE.

DESTINATIONS	ABONNEMENT annuel		NUMERO	
	Voie ordinaire	Voie aérienne	Voie ordinaire	Voie aérienne
CONGO	840	865	35	36
Union Africaine des Postes	840	985	35	41
Autres pays d'Afrique	840	1.055	35	44
EUROPE	840	1.200	35	50
AMERIQUE	840	1.415	35	59
PROCHE-ORIENT	840	1.200	35	50
Autres pays d'Asie	840	1.415	35	59
OCEANIE	840	1.630	35	68

INSERTIONS (obligatoires ou autorisées) : 30 francs par lignes indivisible

CONGO	1.200	1.295	50	54
Union Africaine des Postes	1.200	1.630	50	68
Autres pays d'Afrique	1.200	1.845	50	77
EUROPE	1.200	2.280	50	95
AMERIQUE	1.200	2.925	50	122
PROCHE-ORIENT	1.200	2.280	50	95
Autres pays d'Asie	1.200	2.925	50	122
OCEANIE	1.200	3.575	50	149

— Les demandes d'abonnements et les demandes d'achat de numéros séparés doivent, lorsqu'elles émanent de personnes résidant au Congo, être présentées à un bureau de poste et appuyées du dépôt de la somme correspondant au prix de l'abonnement ou du numéro.

— Les abonnements sont annuels et prennent cours le 1^{er} janvier.

— Les abonnements doivent être souscrits au bureau du Moniteur Congolais (Ministère de la Justice) et payés soit au dit bureau, soit au moyen d'un versement au C.C.P. B. 002270.

— Les demandes d'abonnements ou de renouvellement d'abonnement doivent être introduites au plus tard le 1^{er} décembre de l'année précédente celle à laquelle l'abonnement se rapporte.

— Les demandes d'insertion doivent, hors le cas où la publication se fait à l'intervention du greffier d'une juridiction, être adressées au ministère de la Justice, bureau du Moniteur congolais à Léopoldville-Kalina.

— Toute réclamation relative à l'abonnement doit être adressée au bureau du Moniteur congolais (Ministère de la Justice).

Prix du numéro non expédié par la poste : 35 francs.

Arrête :

Article unique.

A Léopoldville, tous les membres du personnel de l'enseignement officiel n'ayant pas repris leur service à ce jour sont tenus à le faire pour mercredi 23 octobre 1963 à sept heures.

Les personnes défaillantes seront punies des sanctions prévues à l'article 7, paragraphe B, du décret du 20 octobre 1959.

J. ANANY.

✓ **Arrêté n° 3 du 22 octobre 1963 portant sur le contrôle de l'identité des personnes résidant à Léopoldville.**

Le Commissaire Général Extraordinaire,

Vu la loi fondamentale du 19 mai 1960 sur les structures du Congo ;

Vu la loi fondamentale du 17 juin 1960 relative aux libertés publiques ;

Vu le décret du 20 octobre 1959 sur l'état d'exception, remis en vigueur par le décret-loi du 7 juillet 1961, spécialement en son article 4 ;

Vu l'ordonnance du 19 octobre 1963 portant mesures spéciales en vue de renforcer la sécurité publique et la lutte contre la subversion ;

Attendu que pour réaliser les buts poursuivis par l'instauration de l'état d'exception à Léopoldville il y a lieu de procéder à des contrôles d'identité et de sévir contre les personnes qui s'y trouvent en résidence irrégulière,

Arrête :

Article 1er.

Toute personne séjournant à Léopoldville et qui, sur réquisition de l'autorité compétente, sera trouvée dépourvue de pièces d'identité, sera appréhendée et refoulée.

Article 2.

Par autorité compétente, il faut entendre les agents du Service territorial et de la Sûreté nationale, les agents de la police, les membres de l'Armée nationale congolaise et de la Gendarmerie.

Article 3.

Le présent arrêté est applicable immédiatement.

Léopoldville, le 22 octobre 1963.

J. ANANY.

Arrêté n° 4 du 22 octobre 1963 relatif au Premier Bourgmestre de Léopoldville.

Le Commissaire Général Extraordinaire,

Vu la loi fondamentale du 19 mai 1960 relative aux structures du Congo, spécialement en ses articles 2 et 219-4 ;

Vu l'ordonnance n° 240 du 19 octobre 1963 portant mesures spéciales en vue de renforcer la sécurité publique et la lutte contre la subversion ;

Vu le décret du 13 octobre 1959 sur les villes et communes spécialement en son article 97,

Arrête :

Article unique.

Monsieur Zongo est confirmé dans les fonctions de Premier Bourgmestre de la ville de Léopoldville.

Léopoldville, le 22 octobre 1963.

J. ANANY.

✓ **Arrêté n° 5 du 22 octobre 1963 relatif à la suspension et l'interdiction de certaines associations.**

Le Commissaire Général Extraordinaire,

Vu la loi fondamentale du 19 mai 1960 relative aux structures du Congo spécialement en ses articles 2 et 219-4 ;

Vu l'ordonnance n° 240 du 19 octobre 1963 décrétant l'état d'exception sur tout le territoire de la ville de Léopoldville tel qu'il résulte de la loi du 10 octobre 1962 ;

Vu le décret du 20 octobre 1959 sur l'état d'exception et son ordonnance d'exécution n° 11/630 du 10 décembre 1959, le tout remis en vigueur par le décret-loi constitutionnel du 7 juillet 1961 spécialement en son article 4 ;

Revu la décision n° 33 du 25 septembre 1963 du Premier Bourgmestre de Léopoldville portant suspension des activités des associations dénommées Mouvement National Congolais (aile Lumumba) et Parti Solidaire Africain (aile Gizenga) sur l'étendue de la ville de Léopoldville ;

Vu le décret du 8 juin 1960 relatif à la publication des actes officiels.

Arrête :

Article 1er.

La décision n° 33 du 25 septembre 1963 du Premier Bourgmestre de Léopoldville est abrogée.